



Nous, le Forum mondial des pêcheurs et des travailleurs de la pêche (WFF), le Forum mondial des peuples de pêcheurs (WFFP), le Conseil international des traités indiens (IITC), La Via Campesina (LVC), membres du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (IPC), et représentant le Groupe consultatif régional de l'Asie et du Pacifique pour la mise en œuvre des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté, se sont réunis à Colombo, au Sri Lanka, du 23 au 25 février 2024, pour accueillir le premier Forum des femmes de l'Asie et du Pacifique. Le rassemblement régional a accueilli des pêcheurs du Pakistan, de l'Inde, du Bangladesh, de l'Indonésie, des Philippines, du Sri Lanka, de la Malaisie et de la Thaïlande, ainsi que des OSC d'Italie et d'Aotearoa (Nouvelle-Zélande), afin de créer un espace d'unité et de solidarité pour les droits des femmes dans la région et d'aborder les besoins et les défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes de pêcheurs.

L'injustice historique persistante vécue par les peuples de pêcheurs a un impact disproportionné sur les femmes qui sont encore plus marginalisées au sein de communautés déjà défavorisées et dans des systèmes patriarcaux qui ne reconnaissent pas leur rôle, ni le rôle important qu'elles jouent dans la pêche et leur valeur dans la société.

Le rôle des femmes continue d'être caché, méconnu et réduit au silence, bien que leurs contributions nourrissent les communautés, les familles et protègent notre terre nourricière. La discrimination fondée sur le sexe est une réalité, mais cela peut changer.

Les gouvernements nationaux persistent à négliger et à sous-estimer le rôle crucial et les contributions des femmes dans le secteur de la pêche artisanale. Ce déni prive les femmes de leurs droits légitimes, tels que l'accès aux zones de pêche, la représentation dans les structures sociales, y compris les coopératives de pêche, la propriété des outils de pêche, la mise à l'écart des activités de protection sociale, y compris les programmes de subvention ou les mécanismes d'aide, et la participation aux processus de prise de décision. Nous insistons pour que cette question soit abordée.

À l'occasion de la Journée internationale de la femme, nous réitérons l'impératif de renforcer la reconnaissance et la visibilité dans le contexte de la marginalisation systématique, de l'exclusion sociale et de la mise à l'écart.

À cette fin, nous demandons aux gouvernements et aux agences d'État de collaborer avec la PA afin d'établir une définition complète et inclusive de la pêche artisanale au niveau national. Une définition formelle plus inclusive des pêcheurs artisanaux, incluant des activités connexes telles que la collecte, la transformation, la commercialisation et la vente du poisson, peut également permettre de reconnaître et d'apprécier à leur juste valeur les contributions significatives des femmes au secteur de la pêche.

Nous demandons aux gouvernements et à leurs services compétents d'adopter de meilleures politiques en faveur des femmes dans les coopératives. Les coopératives de pêche à petite échelle doivent recruter activement des femmes, assurer une représentation égale aux postes de direction, effectuer des analyses de genre pour identifier les domaines dans lesquels les femmes sont impliquées et promouvoir les droits du travail tels que l'égalité des salaires. Les coopératives peuvent également adopter des politiques garantissant des systèmes de paiement équitables, effectuer des audits salariaux et proposer des programmes de formation pour aider les femmes à négocier de meilleurs salaires et conditions de travail. Une campagne devrait également être menée en faveur de l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes sur le lieu de travail, car les femmes obtiennent généralement une valeur de travail inférieure à celle des hommes. Il est essentiel que ce travail soit mené par les femmes qui sont les plus touchées par ces politiques.

Nous demandons aux gouvernements de renforcer les politiques qui soutiennent la participation des femmes dans les modèles de collaboration des pêcheurs artisanaux (c'est-à-dire les coopératives). En promouvant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, les modèles de collaboration des petits pêcheurs peuvent créer des chaînes de valeur plus équitables et durables qui profitent à tous les membres.

Nous demandons la création de quotas de genre. La création d'un système de quotas de 50 % pour une représentation équitable des sexes, en consultation avec le gouvernement, peut promouvoir efficacement l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.





Nous demandons aux institutions intergouvernementales de fournir aux femmes pratiquant la pêche artisanale des compétences et des possibilités de renforcement des capacités. Améliorer les compétences et les connaissances des femmes et leur donner les moyens de participer et de prospérer dans le secteur de la pêche artisanale.

Le groupe consultatif régional pour l'Asie et le Pacifique s'engage à renforcer la collaboration régionale sur les questions de genre au sein des Peuples de pêcheurs. En outre, il s'engage à poursuivre le développement du Forum régional des femmes du SSF, qui vise à mobiliser les femmes aux niveaux national et régional pour faire valoir leurs droits. Cet engagement reflète un effort collectif pour créer un environnement plus inclusif, équitable et favorable aux femmes dans la pêche artisanale.

Nous, le GCR de l'Asie et du Pacifique, demandons instamment à tous les gouvernements d'élaborer des politiques nationales de la pêche basées sur les directrices PA et sur les recommandations du Rapport d'évaluation centrée sur les communautés de pêche artisanale sur la mise en œuvre des directrices PA.

Enfin, le GCR de l'Asie et du Pacifique réitèrent que les identités des femmes, leurs expériences et leur accès à des résultats équitables ne peuvent être atteints que si nous travaillons ensemble et valorisons nos femmes et leurs contributions. Nous demandons instamment que des mesures soient prises immédiatement.

